

Cours et séminaires

Licence droit 1^{ère} année : Institutions européennes

Titre 1: L'EVOLUTION DE L'INTEGRATION EUROPEENNE

Chapitre 1 : la mise en place du système

Section 1 : Le choix du modèle

Section 2 : L'affirmation de la logique

Chapitre 2 : Les avancées du processus

Section 1 : Les élargissements

Section 2 : La relance : l'achèvement du Marché unique

Section 3 : La restructuration : la création de l'Union européenne

Section 4 : les tentatives de réaménagement : les traités d'Amsterdam et de Nice

Section 5 : La refondation de l'Union européenne : la fin de la Communauté européenne

Titre 2 : L'ORGANISATION DE L'UNION EUROPEENNE

Chapitre 1 : La composition de l'Union

Section 1 : L'architecture de l'Union européenne

Section 2 : L'appartenance à l'Union européenne

Chapitre 2 : Le système politique de l'Union

Section 1 L'instance de direction : le Conseil européen

Section 2 Le « triptyque » communautaire traditionnel : Commission, Parlement, Conseil

Section 3 : les organes politiques consultatifs : CES ; Comité des régions

Section 4 : Le rôle des Parlements des Etats membres

Chapitre 3 : Le système de contrôle

Section 1 : Le système de contrôle juridictionnel : la CJUE

Section 2 : Le système de contrôle financier : la Cour des comptes

Chapitre 4 : Le système administratif et financier

Licence droit 2^{ème} année : droit européen

Introduction

CHAPITRE 1 : La structure du droit de l'Union européenne

Section 1 : Les bases du droit de l'Union européenne.

Sous-section 1 : Les bases du système juridique de l'Union

- Paragraphe 1 : Les principes fondateurs de l'Union européenne
- Paragraphe 2 : Les fondements essentiels de l'intégration européenne

Sous-section 2 : Les bases des actes juridiques de l'Union

- Paragraphe 1 : Problématique générale et enjeux
- Paragraphe 2 : Le contentieux de la base juridique

Section 2 : Les sources du droit de l'Union

Sous - section 1 Les actes de droit de l'Union

- Paragraphe 1 : Les sources primaires
- Paragraphe 2 : Les sources dérivées
- Paragraphe 3 : Les sources externes
- Paragraphe 4 : Les sources complémentaires

Sous-section 2 : Les principes généraux du droit de l'Union

- Paragraphe 1 : L'origine des principes généraux
- Paragraphe 2 : La reconnaissance des principes généraux
- Paragraphe 3 : La portée des principes généraux
- Paragraphe 4 : Principes généraux et droits fondamentaux

Chapitre 2 : Le statut du droit de l'Union

Section 1 : La portée du droit de l'Union

Sous-section 1 : La portée du droit de l'Union vis-à-vis de l'ordre juridique des

Etats membres

- Paragraphe 1 : L'autonomie du droit de l'Union
- Paragraphe 2 : L'intégration immédiate du droit de l'Union
- Paragraphe 3 : La primauté du droit de l'Union

Sous - section 2 : La portée du droit de l'Union vis-à-vis des particuliers

Paragraphe 1 : La portée directe: l'invocabilité de mise en application

Paragraphe 2 : L'invocabilité de prise en considération

Section 2 : Le respect du droit de l'Union

Sous-section 1 : Le respect du droit de l'Union par les institutions européennes

Paragraphe 1 : Le contentieux de la légalité

Paragraphe 2 : Le contentieux de l'indemnité

Sous-section 2 : Le respect du droit de l'Union par les Etats membres

Paragraphe 1 : La notion de manquement

Paragraphe 2 : La constatation du manquement

Paragraphe 3 : La sanction du manquement

Sous-section 3 : Le respect de l'uniformité du droit de l'Union

Paragraphe 1 : L'objet du renvoi préjudiciel

Paragraphe 2 : les conditions du renvoi préjudiciel

Paragraphe 3 : La portée des arrêts préjudiciels

Master 1 Droit international et européen : contentieux de l'Union européenne

Avant-Propos

Introduction : Identification et structure du contentieux de l'Union européenne

§1) Le rattachement organique : l'existence d'une juridiction de l'Union européenne

- A) Le dépassement de la justice internationale
- B) Une conjonction inédite de fonctions juridictionnelles
 - 1. *Fonction de justice administrative*
 - 2. *Fonction de justice constitutionnelle*
 - 3. *Fonction de justice internationale*
 - 4. *Fonction de justice régulatrice*
 - 5. *Fonction de « haute justice »*
- C) Un véritable « pouvoir juridictionnel »

§2) Le rattachement matériel : l'invocabilité du droit de l'Union européenne : nouvelle approche

- A) Effet direct et immédiateté

B) Effet direct et invocabilité

§3) Bilan : la structure du contentieux de l'Union européenne

Première Partie : Le juge national, juge de droit commun du contentieux de l'Union européenne

CHAPITRE 1 : LA COOPERATION DES JUGES DES ETATS MEMBRES VIS-A-VIS DU DROIT DE L'UNION EUROPEENNE

Section 1 : Le fondement de l'office des juges des Etats membres

Section 2 : Le régime juridique de la coopération des juges des Etats membres

Sous-section 1 : Le principe d'autonomie institutionnelle et procédurale

§1 : La logique du principe

§2 : Le contenu du principe

§3 : Le caractère subsidiaire du principe

Sous-section 2 : L'encadrement prétorien de l'autonomie institutionnelle et procédurale

§ 1 : Le Principe de l'équivalence : garantie minimale

§2 Le Principe d'effectivité : garantie véritable

CHAPITRE 2 : LA COOPERATION ENTRE LES JUGES DES ETATS MEMBRES ET LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPEENNE

Section1 : La coopération entre acteurs du système de l'Union

Section 2 : La coopération entre juges : le renvoi préjudiciel

Sous-section 1 : L'objet du renvoi préjudiciel

§1) Les objectifs de la procédure

§2) Les actes susceptibles de renvoi

Sous-section 2 : les conditions du renvoi préjudiciel

§1 : Les conditions tenant à l'auteur de la question

A) La possibilité du renvoi : la limitation aux juridictions

B) L'obligation du renvoi : la distinction selon les juridictions

§2 : Les conditions tenant au contexte de la question

- A) Existence d'un litige
- B) Pertinence de la question
- C) Le choix du moment

Sous-section 3 : Le traitement des questions préjudicielles

§1) Réception des questions

- A) L'appréciation de la recevabilité des questions
- B) La prise en considération du libellé de la question

§2) Réponse aux questions : procédure applicable

- A) Les particularités de la procédure.
- B) Les aménagements de la procédure

Sous-section 4 : La portée des arrêts préjudiciels

Deuxième Partie : Le juge européen, juge spécialisé du contentieux de l'Union européenne

CHAPITRE 1 : LES JURIDICTIONS DE L'UNION EUROPEENNE

Section 1 : L'architecture du système juridictionnel

Sous-section 1 : L'évolution

Sous-section 2 : La composition du système juridictionnel

- § 1) La Cour de justice
- § 2) Le Tribunal
- § 3) L'ex Tribunal de la fonction publique

Sous-section 3 : La cohérence du système juridictionnel

- § 1 : La répartition des compétences
- § 2 : Erreurs ou conflits de compétence
- § 3 : Les voies de recours

Section 2 : La procédure devant le juge de l'Union

Sous-section 1 : Les traits généraux de la procédure

- §1) Caractères généraux
- §2) Déroulement général de l'instance

Sous-section 2: Les procédures particulières

- §1: Le référé
- §2 : L'intervention
- §3 : Le règlement amiable
- §4 : Les voies de rétractation

CHAPITRE 2 : LES VOIES D'ACCES AU JUGE DE L'UNION EUROPEENNE

Section 1 : Le contentieux objectif

Sous-section 1 : Le recours en annulation

- §1) Les conditions de recevabilité
- § 2) Les cas d'ouverture
- § 3) Le contrôle et l'arrêt

Sous section 2 : Le contentieux objectif de la déclaration

- § 1 : L'exception d'illégalité (art. 277 TFUE)
- § 2 : Le recours en carence (article 265 TFUE)
- § 3 : Le recours en manquement

Section 2 : Le contentieux subjectif

Sous-section 1 : Le recours en responsabilité extracontractuelle

- § 1) Les conditions de recevabilité du recours en responsabilité
- § 2) Les difficultés d'imputabilité du préjudice
- § 3) Les conditions d'engagement de la responsabilité

Sous-section 2 : Le contentieux de la fonction publique

Sous-section 3 : Les autres contentieux de pleine juridiction

- § 1 : Le recours en responsabilité contractuelle
- § 2 : Le contentieux de la répression
- § 3 : Le contentieux des droits de propriété intellectuelle

Master 2 entreprises agricoles et agroalimentaires : Droit de la politique agricole commune

Introduction

Chapitre I. Conception et évolution de la PAC

Section 1 le choix de la PAC

- A) les éléments du débat
 - a) Pourquoi une politique agricole spécifique ?
 - b) Pourquoi une politique commune ?
- B) L'inscription dans le traité

Section 2 La structuration de la PAC 1960-1970

- A) Un système de prix
 - le principe

 - les différents types de prix
- B) Un dispositif d'intervention
 - 3 catégories
- C) Un régime d'échanges extérieurs
 - a) Le régime d'importation
 - b) Le régime d'exportation

Section 3 Les développements de la PAC : 1970-1980

A) Le besoin d'un volet structurel

B) Les directives socio-structurelles

C) Les axes complémentaires

- Les régions défavorisées
- Les secteurs de la transformation et commercialisation

Section 4 30 ans de réformes de la PAC

A) 1985 : le bilan

- a) les résultats positifs
- b) Les problèmes non résolus

B) la correction de 1988

- a) politique de prix restrictive
- b) Elargissement de la logique de stabilisateurs
- c) Renforcement des critères de qualité
- d) Apparition de mesures structurelles d'appoint

C) la réforme de 1992

- a) Le dispositif principal
 - Baisse des prix
 - Paiements compensatoires
 - Gel des terres
- b) Les mesures d'accompagnement

D) la régularisation de 1996

- a) Le contexte des négociations
- b) L'acte final
- c) L'adaptation de la PAC

E) la réforme intermédiaire de 1999

- a) La réforme du soutien (3 notions importantes)
- b) La naissance de la politique de développement rural (présentation générale)

F) La réforme de 2003/2004 (« les principaux éléments).

G) Bilan de santé

H) La PAC à l'horizon 2020

Chapitre II : L'organisation de la PAC

Section 1 Le cadre juridique

- A) Le domaine
- B) Les objectifs
- C) Les principes
 - a) Les principes fondamentaux
 - b) Les principes généraux

D) Les actes

Section 2 Le cadre institutionnel

- A) Les organes spécifiques
- B) Les procédures
 - a) La révision
 - b) La législation
 - c) La réglementation

Section 3 Le cadre financier

Chapitre III : Contenu de la PAC

Section 1 La gestion des marchés agricoles

Section 2 Le développement des structures agricoles

Section 3 La réglementation des échanges agricoles

- A) La garantie des échanges intérieurs
- B) Le régime des échanges extérieurs

Section 4 La commercialisation des produits agricoles

Master 2 Juriste européen : Droit constitutionnel européen

Séminaire L'identité constitutionnelle des Etats membres de l'Union européenne

Introduction : intérêt de la problématique

Première partie : l'identité constitutionnelle vue depuis les Etats membres

I L'identité constitutionnelle des Etats en tant que « contre limite »

A) Les réactions au refus de la singularité constitutionnelle dans les Etats

- a) La position de la Cour de justice
- b) Les jurisprudences constitutionnelles des Etats dualistes

B) Les réactions à la contestation du monopole constitutionnel des Etats

C) L'actualité des contre-limites

- a) Espagne : le malaise de l'affaire *Melloni*
- b) République tchèque : l'affaire des *retraites slovaques*
- c) Allemagne : Oxymores...
 - menace conciliante : affaires *Lisbonne* et *Honeywell*
 - dialogue menaçant : affaire *Gauweiler*
 - refus de dialogue fructueux : affaire du *Mandat d'arrêt européen* (arrêt du 15 décembre 2015)
- d) Danemark : affaire *Ajos*
- e) Italie : affaire *Taricco et MAS*

II. Le contrôle de constitutionnalité du droit dérivé en France

Introduction : L'identification de la problématique essentielle

- 1: Contrôle préventif des propositions d'actes de droit dérivé
- 2 : Contrôle direct *a priori*
- 3 : Contrôle direct *a posteriori*
- 4 : **Le Contrôle essentiel : contrôle indirect a posteriori**

A) Situation antérieure à 2004

B) Explication de 2004

- 1°) Contrôle de la loi sans que soit en cause la directive elle-même :
 - 2°) Contrôle de la loi en raison du contenu de la directive :
- 4 problèmes

C) Systématisation de 2006

- Lien avec critère antérieur
- Crucial et distinctif
- Consentement du constituant
- Lien revendiqué avec le traité (art. 4§2 UE)
- Funambulisme juridique
- Propositions matérielles
- L'extension du 31 juillet 2017

D) Déclinaison par le Conseil d'Etat en 2007

III) Appréciation d'ensemble

Seconde partie : de l'identité constitutionnelle des Etats membres à l'identité constitutionnelle de l'Union européenne

1°) **L'autonomie institutionnelle et procédurale et l'obligation de coopération loyale :**

2°) **Le respect de l'identité nationale des Etats membres**

3°) **De l'identité nationale à l'identité constitutionnelle des Etats membres**

A) L'évolution du cadre des traités

B) L'évolution du discours juridictionnel européen

C) La prise en compte de l'identité constitutionnelle nationale

a) Le « juste équilibre » structurel

b) Le double niveau matériel

1) *Le cas des valeurs mises en commun*

2) *L'invocation des valeurs constitutionnelles spécifiques*

Master 2 Droit public et Master 2 Juriste européen : Droit administratif européen

Comment définir et concevoir le droit administratif européen ?

Conception

Définition

Répartition

Programmation

Positionnement

Identification

Critères organiques

Critère fonctionnel ?

Critères formels ou procéduraux ?

Peut-on définir un droit administratif commun aux Etats membres et à l'Union européenne ? A-t-on des exemples ?

Peut-on définir un « espace administratif européen » ?

Principe relationnel général entre administrations
Logique de Réseau d'administrations
Reprise de l'acquis communautaire
Mécanique des principes généraux du droit de l'Union européenne

Existe-t-il un lien entre l'émergence d'un droit administratif de l'Union européenne et celle d'un droit constitutionnel de l'Union européenne ?

Point commun
Différence
Visions alternatives ?

Quels objectifs pour le droit administratif européen ?

La lutte contre la Mauvaise administration
La définition de standards de bonne administration
La consécration d'un principe général de bonne administration
La reconnaissance du Droit à une bonne administration

Quels principes pour le droit administratif de l'Union européenne ?

CJCE 12 juillet 1957, Algéria, aff 7/56 et 3 à 7/57
Inspirations nationales
Principaux principes
Déclinaisons et explicitation des principes
Principes « paneuropéens » de droit administratif

Quel est le rôle de la Cour de justice vis-à-vis du droit administratif européen ?

La réalité des fonctions de juge administratif
Le critère des fonctions de juge administratif

Peut-on, doit-on envisager une codification de la procédure administrative non contentieuse de l'Union européenne ?

Base juridique
Nécessaire ?
PANC européenne
Initiatives institutionnelles
Initiative doctrinale : ReNEUAL

Nouvelle gouvernance de l'Union européenne et droit administratif européen

Agencification de l'Union européenne

Présentation du phénomène

Analyse du phénomène : liens avec la nouvelle gouvernance européenne

L'aspect qualitatif : les agences, réponse à la politisation de la Commission

L'aspect quantitatif : les Agences, outil d'externalisation maîtrisée

Réglementation et nouvelle gouvernance

Coordination, MOC

Régulation, corégulation, autorégulation